

LES DÉCISIONS OFFICIELLES

En vue de la création de stades dans les communes rurales

Reunion du dimanche 5 Janvier

Présidence de M. Roger Hochart, Président. MM. Joveron Dubourg, Buisson (D.A.), Vermond (D.P.), Everard (D.T.), Geillon (G.R.E.A.), Carin, Assistent à la réunion : MM. Péterson (C.R.A.), Bondelle (C.R.M.P.), Fiolet, Gilner, Grémar et Leroy (C.R.J.). Absents excusés : MM. Douin, Delattre, Abrassart, Vandenberghe et Verhaeghe.

En ouvrant la séance, M. Hochart adresse à tous les membres présents et à leurs familles ses meilleurs vœux pour l'année 1941. Il souhaite le retour prochain de nos amis Vallin et Vandenberghe, prisonniers. Roch, Boulay, Cousin et l'abbé Flipo, il remercie tous les dévoués membres des Districts et Sous-Districts qui ont apporté leur précieux concours au Secrétariat de la Ligue pour l'organisation de la saison 1940-41, malgré les circonstances difficiles. Il adresse un souvenir ému aux familles des sportifs nordistes morts pour la France et une pensée amicale à ceux qui sont en captivité.

Vœux de Noël. — De M. Boulanger et des membres du Bureau du Sous-District du Douaisis, de M. Dubois et des membres du Bureau du Sous-District de Valenciennes, de M. l'abbé Decoopman, Président de l'Union de Flandre, de l'Olympique Marquois et de M. L. Deschamps.

Le Conseil leur adresse ses bien sincères remerciements et ses vœux réciprociques.

Condoléances. — Le Conseil adresse ses vifs sentiments de condoléances à M. Adrien Notte, Président du Sous-District d'Avesnes qui vient d'avoir la douleur de perdre son père.

Affiliations. — La Pénitente F.P.F.A. N° 13.070 L.N.F.A. N° 1.254. Correspondant : M. René Ducrocq. Pénit (Somme) F.P.F.A. N° 1.255. Association Sportive de Quenoy-le-Montant, F.P.F.A. N° 13.109. L.N.F.A. N° 1.255. Correspondant : M. Henri Duverger, instituteur à Quenoy-le-Montant (Somme) District de Picardie.

Foyer Belge de Lille, F.P.F.A. N° 13.110. L.N.F.A. N° 1.256. Correspondant : M. André Lefebvre. Foyer Belge de Lille, District de Picardie.

Football Club Dornois, F.P.F.A. N° 13.111. L.N.F.A. N° 1.257. Correspondant : M. Louis Furet, 70 rue Jean Jaurès (Nord), District de l'Escaut.

Amical Club Douaisien, F.P.F.A. N° 13.112. L.N.F.A. N° 1.258. Correspondant : M. Jacques Douai (Nord), District de l'Escaut.

Etoile Sportive de Moncheourt, F.P.F.A. N° 13.113. L.N.F.A. N° 1.259. Correspondant : M. François Seulin, rue Emile Zola à Moncheourt (Nord), District de l'Escaut.

Union Sportive Raimbeaucour, F.P.F.A. N° 13.114. L.N.F.A. N° 1.260. Correspondant : M. Paul Buttelle, rue Pasteur à Raimbeaucourt (Nord), District de l'Escaut.

Union Sportive Aubertois, F.P.F.A. N° 13.115. L.N.F.A. N° 1.261. Correspondant : M. Maurice Demoulin, 14 rue C. Desmoulin à Saint-Aubert (Nord), District de l'Escaut.

Sporting Club de l'Escaut, F.P.F.A. N° 13.116. L.N.F.A. N° 1.262. Correspondant : M. Charles Bessiaux, rue des Prés Lombres à l'Escaut-Escrebœux (Nord), District de l'Escaut.

Sporting Club Hornaingois, F.P.F.A. N° 13.117. L.N.F.A. N° 1.263. Correspondant : M. François Deva, 32 rue Buisson à Hornaing (Nord), District de l'Escaut.

Football Club Vauban Lille, F.P.F.A. N° 13.118. L.N.F.A. N° 1.264. Correspondant : M. Adolphe Noy, 21 rue Colbert à Lille (Nord), District de l'Escaut.

Etoile Sportive Béthunoise, F.P.F.A. N° 13.119. L.N.F.A. N° 1.265. Correspondant : M. Charles Dames à Béthune (P.-de-C.), District d'Artois.

Jeunesse Sportive Annouillonnaise, F.P.F.A. N° 13.120. L.N.F.A. N° 1.266. Correspondant : M. Fidèle Potier, rue de Don, Cité Grise à Annoulin (Nord), District de l'Escaut.

Demande d'affiliation. Avis lauréat. — M. J. S. de Moncheaux. — Des décisions sont données à la Fédération.

Reprise d'activité. — L.U.S. de l'abbaye a repris son activité.

Changements de correspondants. — Olympique Tourcoing. — M. Albert Kibler, 29 rue de la Rochelle à Tourcoing. — Union Sportive des Cheminots Tourcoing. — M. Georges Debruyne, 216 rue de Gand à Tourcoing. — Union Sportive des Compagnons M. Marcel Boone, Cité de l'E.N.F. à Compines (Nord). — Jeunesse Sportive de Don. — M. Henri Binault, 92, route de Don à Wavrin. — M. Achille Vallin. — Le nécessaire sera fait.

Demande de licence amateur par M. Robert Defosse. Le Conseil enregistre le retrait par le R.C.R. de la dite demande de licence.

Les 17 lots du jeu de football. — La Fédération a fait imprimer une nouvelle édition des dites lots. Les commandes doivent être faites à M. Henri Delaunay, Secrétaire Général de la F.F.A. à Paris 9^e accompagnées de la somme de 2 fr. 50.

Terrains de sport requisitionnés pour l'exploitation des terrains. — Les terrains de sport se trouvant en cette situation sont invités à en informer le Secrétaire de la Ligue le plus tôt possible afin que les démarches soient faites pour rendre à ces terrains leur utilisation première.

La demande de l'A.C. Croix est transmise à la Fédération.

Demandes de secours. — Les clubs ayant subi des dégâts par suite de opérations militaires dernières, sont invités à envoyer au Secrétaire de la Ligue, dans le plus bref délai, un relevé des dits dégâts qui sera transmis à la Fédération pour être remis au Commissariat Général.

Matches contre des clubs non affiliés. — Le Conseil rappelle à ses clubs que seules la F.G.S.P.F. et l'U.F.O.L.E.P. sont des Associations reconnues par la Ligue. La liste des clubs affiliés à ces associations sera à la disposition des clubs au Secrétaire de la Ligue.

Championnats interrégionaux. — Disposition des juges de touche. — La lettre de la Fédération est transmise à la C.R.A. avec avis favorable, restant entendu que cela ne puisse pas gêner l'arbitrage des championnats amateurs.

Champion Charles Simon (Coupe de France) 1940-41. — Le Conseil décide de protester contre la décision du Bureau Fédéral en date du 23 Décembre, évincant de cette épreuve les clubs nordistes restant qualifiés. Il enregistre les lettres de l'U.S. Valenciennes-Amin et de l'Excelsior Roubaix-Tourcoing, ainsi que la protestation du R.C. de Lens.

Après avoir pris connaissance des lettres de protestation en date du 24 Décembre 1940, le Conseil décide de se mettre en rapport avec les Ligues du Nord-Est, de Bourgogne-Franche-Comté et de Lorraine pour organiser la Coupe réservée aux clubs situés en zone interdite et restant qualifiés à la date du 5 Janvier, y compris

Par l'intermédiaire des Secrétaires Districts de l'Instruction publique et de l'Intérieur, une circulaire du Commissariat général à l'Éducation Physique et aux Sports a été adressée aux préfets.

Elle concerne les terrains d'éducation physique et sportive que l'on doit créer dans les communes rurales.

Signalements sur le crédit de 1.500 millions prévu pour 1941 et 1942, 650 millions peuvent être dépensés de cette année.

Voici les grandes lignes de cette circulaire :

Directives générales

L'éducation de la jeunesse tient une large place dans les préoccupations du gouvernement. La création d'un commissariat général à l'Éducation générale et aux Sports a marqué cette intention de faire un grand effort pour la formation d'une jeunesse saine.

Cette éducation physique doit commencer dès l'enfance. Pour atteindre ce but, il faut, au point de vue matériel, créer immédiatement et partout où la chose est possible, des terrains scolaires d'éducation physique et sportive et de jeux, ainsi que des bassins de natation scolaires à proximité des communes de toutes tailles.

Le gouvernement ne saurait envisager quant à présent d'imposer aux collectivités locales l'obligation de cette création.

Mais il espère fermement que ces collectivités feront tous leurs efforts pour répondre à ses dessein.

Les préfets sont priés d'user de leur autorité auprès des communes de leur département pour que l'appel du gouvernement soit entendu et pour qu'elles fassent l'effort maximum dont elles sont capables.

RIEN QUE COMMUNES RURALES

La circulaire précise bien qu'il s'agit essentiellement de communes rurales : des instructions ultérieures donneront des directives particulières pour les villes importantes et des aménagements scolaires doivent avoir un caractère sensiblement différent. (A suivre).

L'ÉDUCATION SPORTIVE DES JEUNES FILLES

Les problèmes de l'éducation sportive des jeunes filles réclament un examen minutieux. Le rôle de la femme dans la vie nationale est exposé dans le maréchal Pétain son habituelle clarté dans son appel éloquent aux femmes françaises. Le chef de l'État s'est également adressé aux jeunes filles éducatrices spécialement désignées pour apporter aux jeunes filles cette éducation sportive. Une tâche aussi importante demande des spécialistes remarquables. Le Commissariat général, d'après les renseignements que nous avons pu avoir, a su les trouver et les choisir. En effet, les dirigeantes choisies étaient toutes des sportives et ont travaillé pour diriger l'éducation générale sportive de la jeune fille. Et voici les élues :

Mme Lebrun, agrégée des lettres, directrice de l'École Lafayette, membre du Comité, nommée inspectrice ; c'est elle qui a fixé la doctrine du sport et de la culture générale chez la femme, retenue par le commissariat ; Mme Eyquem, secrétaire générale du rayon sportif féminin ; Mlle Rouquero, collaboratrice directe de Mme Lebrun ; Mlle Trainet, monitrice-chef de travaux ; Mlle Fontaine, Mlle Humbert, spécialistes.

AU COMMISSARIAT DES SPORTS

L'insigne que le Commissariat des Sports a adopté se composera de deux fanions entrelacés : bleu, blanc et rouge.

Le Commissariat fera paraître une revue. Cette revue sera vraisemblablement mensuelle à partir de fin mai.

Le Commissariat étudie actuellement la possibilité de créer de nouveaux insignes spéciaux pour les différents brevets sportifs.

CYCLISME

RÉOUVERTURE À SAINT-ÉTIENNE

Le cycliste René Pipoz, bien connu dans le monde des coureurs, dirigera l'entraînement des coureurs s'apprêtant à faire leur rentrée au vélodrome de Saint-Étienne. Cette rentrée a lieu probablement le mois prochain.

NOS MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 23

HORIZONTALEMENT. — I. N'engage que les honnêtes gens. — II. Bien fait en reconnaissance d'un service. (8 lettres). — III. Possesseur. Fleuve belge. (7 lettres). — IV. Assassin de Henri III. — V. Myriapode. — VI. Conjointement. — VII. Représente par signes. Sur une pierre tombale. — VIII. Canard. Forêt en Champagne entre Paris et Aisne. — IX. Ennemis. — X. Trinité. — XI. Ville de Belgique. — XII. N'est accessible qu'après la quinzaine. Abréviation militaire. — XIII. Coup de baguette sur le tambour. — XIV. Initiales de points cardinaux. Agit directement sur les boyaux de chat. — XV. Demeure. Fin de participe.

VERTICALEMENT. — I. Ne sont pas très solides quand on s'assied dessus. — II. Destruction d'un complot. — III. Engagement. — IV. Espion. Exige plus d'un voix. — V. Qui cède facilement au toucher. De plus. — VI. Lancé dans la circulation. — VII. Femme de la ville de Belgique. Petit, il sert dans l'intimité. Dans les. — VIII. N'est accessible qu'après la quinzaine. Abréviation militaire. — IX. Coup de baguette sur le tambour. — X. Initiales de points cardinaux. Agit directement sur les boyaux de chat. — XI. Demeure. Fin de participe.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 22

HORIZONTALEMENT. — I. Hantise. — II. Avertis. — III. Roui. — IV. Voyes. — V. Coarctation. — VI. N. — VII. Inactif. — VIII. EE. Lées.

VERTICALEMENT. — I. Harmonie. — II. Avoisine. — III. Neus. — IV. Etal. — V. Tr. Durci. — VI. Situait. — VII. Er. Éné.

Un jeune agneau n'a rien trouvé de mieux que de se coucher dans la niche du chien et ce dernier, bien stoïquement, attend que la place soit libre...

RÉVEIL AGRICOLE

Des nécessités de l'assolement aux besoins de l'approvisionnement

Les conditions actuelles du travail... De toutes les activités nationales bouleversées depuis seize mois l'agriculture sera la première à se rétablir

L'agriculteur travaille pour le marché, travaille aussi pour l'avenir, sachant bien, suivant le vieux dicton, qu'il ne faut pas manger son bien en vert. Sa production est donc le composite de deux forces assez opposées.

L'une le pousse à gagner facilement dans le présent, en tirant au maximum de ses terres ce que réclame la consommation.

L'autre le limite, le retient, pour des raisons impérieuses d'agronomie et d'économie, afin de conserver la fertilité de ses terres et de maintenir perpétuellement leur fertilité et les revenus qu'elles doivent donner.

Les matières premières (terre, engrais) subsistent. Enfin, si des difficultés de trésorerie relèguent à une défunte politique et des hostilités — subsistent, elles ne durent pas.

En effet, la politique du nouvel État français est à base agricole et paysanne. Les déclarations du Maréchal Pétain en font foi. Déjà, l'État a pris des dispositions financières pour la couverture des pertes du fait de guerre, accorder des avances pour la remise en culture des terres.

Et les produits, quoique taxés, se font rares et les prix sont élevés. De toutes les activités, l'agriculture est, dans l'ensemble, la moins touchée, et celle dont le redressement sera le plus rapide.

Les raisons principales peuvent être la destruction des entreprises premières, la clientèle et de crédit. Les destructions ont été partielles, beaucoup ayant dû cesser partiellement ou totalement leur activité ne pouvant plus employer qu'un personnel limité.

Les raisons principales peuvent être la destruction des entreprises premières, la clientèle et de crédit. Les destructions ont été partielles, beaucoup ayant dû cesser partiellement ou totalement leur activité ne pouvant plus employer qu'un personnel limité.

La terre a besoin de repos

Les exploitations agricoles dans le régime des successions

Cette deuxième tendance conservatrice, qui s'appuie sur les données d'une science précise, est absolument sage et saine. En toutes choses, d'abord, ne pas déborder la mesure, mais travailler afin de pouvoir tout jours travailler. C'est à cette tendance que l'humanité, après avoir exploité la terre arable pendant des siècles, doit s'adresser.

Elle se manifeste par la pratique de la jachère, ou repos des terres. Puis, devant des besoins croissants, par la diversité des assolements complexes, leur alternance dans la rotation, le repos périodique de la terre couchée en prairies artificielles, temporaires d'appui, etc.

Même dans les circonstances présentes, on ne peut s'écarter de ces méthodes, dont la valeur prouvée correspond à la plus haute productivité du sol compatible avec sa conservation.

Ces méthodes constituent le cadre. Mais dans ce cadre, il est possible de varier les productions fourragères ainsi obtenant de bétail assurant par le fumier, avec l'appoint d'engrais, une large restitution.

Même dans les circonstances présentes, on ne peut s'écarter de ces méthodes, dont la valeur prouvée correspond à la plus haute productivité du sol compatible avec sa conservation.

Deux lois : 20 juillet et 9 novembre 1940 (Journal officiel à date 21 juillet et 10 décembre 1940) — viennent d'apporter une modification profonde aux relations entre héritiers et successeurs, en matière successorale et concernant les exploitations agricoles. Leur but est d'éviter le morcellement des terres, soit par le maintien de l'indivision, soit en permettant au conjoint survivant ou à un seul co-héritier de conserver la totalité de l'exploitation par partage.

Pour comprendre les explications ci-après, nous dirons :

« Un ayant droit, est celui qui est appelé par la loi à recueillir la succession de la personne décédée ; héritiers légitimes ou succédant ascendants, donateurs, légataires, etc... »

« L'indivision est un état juridique temporaire destiné à cesser par partage en maintenant l'exploitation agricole, soit lors de l'ouverture de la succession. »

« La condition indispensable pour bénéficier de ces dispositions est qu'il s'agisse d'une exploitation agricole unique d'une valeur inférieure à 400.000 francs au jour de l'ouverture de la succession. Cette valeur s'entend de l'ensemble des immeubles, du matériel, de l'outillage et du cheptel. »

Possibilités de l'appui d'assolement

Une intéressante proposition d'un agronome du Hainaut

« Avec les légumineuses, nous entrons dans l'appui d'assolement. Celui-ci conserve toute son importance agronomique. Mais les conditions actuelles peuvent obliger momentanément à réviser sa destination, en attendant que les éleveurs soient reconstitués. Beaucoup ont malheureusement souffert de la guerre. Les besoins de fourrage des exploitations sont méconnus. Il appartient à chacun de déterminer quelle superficie de prairies temporaires en appui d'assolement lui est nécessaire. »

« Les cultures de jachère, en attendant que les éleveurs soient reconstitués, beaucoup ont malheureusement souffert de la guerre. Les besoins de fourrage des exploitations sont méconnus. Il appartient à chacun de déterminer quelle superficie de prairies temporaires en appui d'assolement lui est nécessaire. »

« Pour que les colons aient un maximum de récolte, voici la proposition que vous devez faire aux fermiers de votre commune : »

« Le fermier fournit sa terre et la travaille : 6.500 francs. Il fume à raison de 30.000 kg de fumier x 50, soit 1.500 francs. Il met 400 kg d'engrais azotés, 400 kg d'engrais phosphatés, 400 kg d'engrais potassés à 40 p. c. 300 kg d'engrais phosphatés. Total : 9.200 francs. »

« Comme il y a 140 sillons dans un hectare, la location du sillon de 100 mètres reviendra entre 65 et 70 francs. Le fermier fera tous les travaux : le colporteur fournira la plante et fera la récolte. »

« Un sillon de 100 mètres formé de cette façon et planté avec des plants sélectionnés doit donner, en année normale, 175 à 200 kg. de tubercules, soit la ration d'une personne pendant toute l'année. »

« Ce système doit donner entière satisfaction aux deux parties. Le fermier touche son dû et le colporteur une récolte certaine à un prix intéressant même vis-à-vis du prix actuel officiel. »

« La création de nouveaux Colons de terre ne s'indique donc plus que dans les terrains incultes. »

Il parait que des administrations communales sont entrées immédiatement en pourparlers avec les fermiers sur cette base. Plusieurs communes des environs de Charleroi sont déjà parvenues à un accord qui satisfait toutes les parties. Il faut, bien entendu, noter que cette façon de procéder ne peut toutefois être mise en pratique que dans les communes agricoles ou mi-agricoles, mi-industrielles, importantes, le terrain suffisant ne peut être trouvé le plus souvent qu'en rendant à la culture les terres négligées jusqu'ici et celles-ci sont nombreuses. Des subsides largement alloués permettraient à des milliers de familles de les cultiver et d'en vivre.

Les formes d'assolement peuvent être variées

Le conjoint survivant peut demander le maintien de l'indivision dans deux cas

Si l'assolement doit être considéré, dans la plupart des cas, comme intangible, il y a des cas où les exceptions sont nombreuses. Dans les exploitations de culture très intensive ou cette sole est tout entière consacrée aux betteraves industrielles et pommes de terre, rien n'est à craindre d'un assolement.

Ailleurs, on s'efforcera de se rapprocher d'une utilisation aussi profitable. C'est le cas, dans beaucoup de régions, de moyenne et petite culture où, en son contenu sur cette sole de cultiver des betteraves fourragères, un peu de pommes de terre de consommation et surtout des courges, vesces, pois, fourrages, féverolles, etc.

Encore, en bien des endroits, une partie de cette sole demeure inoccupée. Cette partie n'est pas accessible actuellement, elle est, au lieu de sucrerie, distillerie, il n'est pas possible de faire des

« Le conjoint survivant peut demander le maintien de l'indivision dans deux cas. »

« Premier cas, si les deux conditions suivantes sont réunies : »

« La première, qu'il soit co-propriétaire du bien. »

« La seconde, qu'il habite le domaine lors du décès de son conjoint. »

« Tout co-héritier peut demander qu'indivision soit maintenue si le défunt laisse des enfants mineurs. »

« L'indivision peut être maintenue pour une durée de cinq ans. Toutefois, elle peut être renouvelée : »

« Jusqu'au décès du conjoint survivant, si le défunt a laissé des enfants mineurs. »

« Jusqu'à la majorité du plus jeune des descendants, si le défunt a laissé, à son décès, des enfants mineurs. »

RÉGÉNÉRATION DES VERGERS

Le conjoint survivant peut demander le maintien de l'indivision dans deux cas

Dans la plupart des fermes, on attache trop peu d'attention à l'exploitation des vergers qui, surtout dans les circonstances difficiles, nous traversons, peuvent constituer une source intéressante de revenus et, en même temps, mettre à la disposition de la collectivité, une masse alimentaire importante.

Indépendamment des soins indispensables de culture et de lutte contre les maladies et ennemis des cultures fruitières, il importe de faire un choix judicieux des variétés qui conviennent le mieux pour la culture et pour la consommation. Ces variétés devront, progressivement, remplacer, par voie de greffage ou de replantation, les anciennes variétés peu productives, de mauvaise conservation ou trop sensibles aux maladies.

Une série d'enquêtes faites au cours des dernières années, a permis d'établir des assortiments de variétés qui conviennent le mieux pour chaque région fruitière. Il faut, bien entendu, noter que cette façon de procéder ne peut toutefois être mise en pratique que dans les communes agricoles ou mi-agricoles, mi-industrielles, importantes, le terrain suffisant ne peut être trouvé le plus souvent qu'en rendant à la culture les terres négligées jusqu'ici et celles-ci sont nombreuses. Des subsides largement alloués permettraient à des milliers de familles de les cultiver et d'en vivre.

« Le conjoint survivant peut demander le maintien de l'indivision dans deux cas. »

« Premier cas, si les deux conditions suivantes sont réunies : »

« La première, qu'il soit co-propriétaire du bien. »

« La seconde, qu'il habite le domaine lors du décès de son conjoint. »

« Tout co-héritier peut demander qu'indivision soit maintenue si le défunt laisse des enfants mineurs. »

« L'indivision peut être maintenue pour une durée de cinq ans. Toutefois, elle peut être renouvelée : »

« Jusqu'au décès du conjoint survivant, si le défunt a laissé des enfants mineurs. »

« Jusqu'à la majorité du plus jeune des descendants, si le défunt a laissé, à son décès, des enfants mineurs. »

Un chien de berger bien patient...



Un chien de berger bien patient... (Photo Nyl)